



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/44/617  
S/20889  
6 octobre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-quatrième session

Points 18, 28, 34, 36, 39, 44, 82,

83, 84, 89 et 100 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR

L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX

PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT

SUD-AFRICAIN

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE :

MENACES CONTRE LA PAIX ET LA

SECURITE INTERNATIONALES ET

INITIATIVES DE PAIX

QUESTION DE NAMIBIE

QUESTION DE PALESTINE

OUVERTURE DE NEGOCIATIONS GLOBALES

SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE

INTERNATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE

INTERNATIONALE

PREPARATIFS DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE

DE L'ASSEMBLEE GENERALE PREVUE POUR 1990

CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET

DEVELOPPEMENT

APPLICATION DU PROGRAMME D'ACTION DE

LA DEUXIEME DECENNIE DE LA LUTTE

CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION

RACIALE

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE

DISCRIMINATION RACIALE

CONSEIL DE SECURITE

Quarante-quatrième année

Lettre datée du 6 octobre 1989, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de la Yougoslavie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs de délégation des pays non alignés, qui s'est tenue à New York, le 3 octobre 1989, à l'occasion de la

A/44/617  
S/20889  
Français  
Page 2

quarante-quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, en vous demandant de bien vouloir le faire distribuer comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 18, 28, 34, 36, 39, 44, 82, 83, 84, 89 et 100 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

(Signé) Dragoslav PEJIĆ

Annexe

REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES CHEFS DE  
DELEGATION DES PAYS NON ALIGNES LORS DE LA QUARANTE-QUATRIEME  
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

New York, 3 octobre 1989

COMMUNIQUE

Les ministres des affaires étrangères et les chefs de délégation des pays non alignés se sont réunis à New York le 3 septembre 1989 afin de coordonner les activités de leurs délégations lors de la quarante-quatrième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Se référant aux documents adoptés à la neuvième Conférence au sommet des pays non alignés, tenue à Belgrade du 4 au 7 septembre 1989, qui stipulent leurs priorités ainsi que leur position et leurs objectifs sur diverses questions, ils se sont déclarés résolus à contribuer au renforcement de l'unité et de la capacité d'action des pays non alignés sur les questions importantes inscrites à l'ordre du jour de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les ministres des affaires étrangères et les chefs de délégation ont souligné qu'il était important et urgent d'assurer l'accession de la Namibie à l'indépendance par l'application intégrale et fidèle de la résolution 435 du Conseil de sécurité sous sa forme originelle et définitive. Les pays non alignés devaient concentrer leurs efforts en vue d'obtenir cette application par le biais des élections libres et loyales qui devaient se dérouler du 7 au 11 novembre 1989 sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies. A cette fin, ils ont approuvé la position adoptée par les Etats de première ligne, le Nigéria et la SWAPO, telle qu'elle a été exprimée dans la lettre datée du 29 septembre 1989 qu'ils ont adressée au Secrétaire général.

Ils ont décidé que le Groupe de 18 pays non alignés constitué pour surveiller l'application du plan des Nations Unies pour la Namibie se rendrait en Namibie à la mi-octobre afin d'observer les élections.

Ils sont également convenus que les date et lieu de la rencontre ministérielle extraordinaire des pays non alignés consacrée à la Namibie seraient déterminés en fonction de l'évolution de la situation et sur la base du rapport du Groupe des Dix-Huit.

Ayant à l'esprit les résultats des élections récemment organisées en Afrique du Sud, au cours desquelles 70 % de la population sud-africaine s'est vu refuser le droit de vote, ils ont souligné l'importance de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'apartheid et à ses conséquences néfastes en Afrique australe. Ils ont en outre souligné la nécessité de coordonner les activités du Mouvement durant les préparatifs de cette session et au cours de celle-ci. A ce propos, ils ont insisté sur le fait qu'il était important d'exercer constamment une pression politique, économique et diplomatique sur le Gouvernement sud-africain, jusqu'à ce qu'il abolisse l'apartheid.

Ils se sont déclarés résolus à faire le nécessaire pour obtenir la convocation de la Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation, en particulier la résolution 43/176 de l'Assemblée générale. Ils ont demandé au Conseil de sécurité, et plus particulièrement à ses membres permanents, d'apporter leur propre contribution pour hâter le dénouement pacifique du conflit du Moyen-Orient, au coeur duquel se trouve la question de Palestine.

En réaffirmant leur soutien à la ténacité héroïque de l'Intifada, ils ont souligné la nécessité urgente d'une protection internationale pour les Palestiniens qui se trouvent sous l'occupation israélienne.

Ils ont affirmé leur soutien sans réserve au processus de paix en Amérique centrale et ont demandé instamment à toutes les parties concernées d'appliquer scrupuleusement les accords signés par les présidents des pays d'Amérique centrale, en particulier le plan de "démobilisation" qui figure dans l'Accord de Tela.

Les ministres des affaires étrangères et les chefs de délégation ont insisté sur le fait que les pays non alignés et les autres pays en développement devaient intensifier leurs efforts pour trouver des solutions aux problèmes économiques urgents sur la base des décisions adoptées à la neuvième Conférence au sommet, à Belgrade. Ils ont souligné qu'ils feraient tout leur possible pour favoriser une relance du dialogue avec les pays développés sur ces questions.

Dans ce contexte, ils ont signalé l'importance de la session extraordinaire que l'Assemblée générale des Nations Unies consacrera en avril 1990 à la coopération économique internationale et, en particulier, à la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, ainsi que celle de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement. Ils ont également souligné la nécessité d'assurer le succès de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui doit avoir lieu à Paris en 1990. Ils ont insisté sur la nécessité pour les pays non alignés et les autres pays en développement de jouer un rôle actif dans la préparation de la session et de la Décennie, notamment dans le cadre du Groupe des 77.

Se référant à une recommandation contenue dans le rapport du Comité ministériel créé à Nicosie, les ministres des affaires étrangères et les chefs de délégation ont fait observer que la recherche d'une plus grande efficacité au sein du Mouvement était une tâche incessante. Ils ont en conséquence souligné la nécessité de consacrer de nouveaux efforts au renforcement du rôle du Mouvement dans les relations internationales et à la rénovation de ses méthodes de travail.

Les ministres des affaires étrangères et les chefs de délégation sont convenus que la coordination et la coopération entre les pays non alignés pour les divers points inscrits à l'ordre du jour de la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies seraient assurées, comme les années précédentes, par l'organisation de groupes de travail, groupes de contact et comités de rédaction appropriés.